

Appel du 2 décembre 2008 du collectif de l'IUFM de Grenoble

L'Education Nationale en danger ! Pour une vraie formation des enseignants !

Nous, étudiants, stagiaires, formateurs et personnels administratifs de l'IUFM de Grenoble refusons l'atteinte faite à l'Education Nationale par la réforme de la formation des enseignants, et plus globalement, par l'ensemble des projets de réformes de son ministre Xavier Darcos. Nous disons :

- 1) **NON à la casse du service public d'Education.** Nous critiquons :
 - les 13500 suppressions de postes prévues pour 2009 dans l'Education Nationale
 - les programmes 2008 de l'école primaire et du collège réalisés dans le flou le plus total, sans évaluation des programmes de 2002
 - la mise en place, sans aucune concertation, de la semaine de quatre jours et du soutien scolaire avec comme objectif la suppression des Réseaux d'Aides Spécialisées aux Elèves en Difficulté (RASED)
 - la remise en cause de l'école maternelle publique
 - la mise en place des Etablissements Publics d'Enseignement Primaire (EPEP) et du recrutement direct de contractuels par les chefs d'établissements
 - la réforme du lycée et la mise en place de la loi relative aux Libertés et Responsabilités des Universités (loi LRU ou loi « Pécresse »).

Tout cela dans un climat de répression et d'expulsions d'enfants sans papiers !

- 2) **NON à la destruction d'une véritable formation professionnelle et disciplinaire, initiale et continue, des enseignants** : la réforme, dite de « masterisation » de la formation des enseignants, cache une dévalorisation du concours, la suppression de l'année de stage et le prolongement des études non rémunérées (ce qui exclut, de fait, les étudiants d'origines modestes).
- 3) **NON à la fragilisation de nombreuses formations à l'Université.** La « masterisation » de la formation des enseignants aura des effets néfastes sur la qualité - et le nombre des travaux de recherches en master et en doctorat mais aussi sur la nature même de la formation en licence. Nous soulignons la grande confusion entre le master et la préparation au concours, ainsi que le danger d'une main mise des écoles privées sur la préparation aux concours.
- 4) **NON à l'extension de la contractualisation et de la précarisation dans l'enseignement primaire et secondaire.** Le recrutement des vacataires sera en effet mécaniquement facilité par l'existence de nombreux étudiants non reçus aux concours nationaux mais dont les qualifications universitaires sont « jugées suffisantes » pour assurer temporairement ces vacances.

C'est pourquoi nous demandons **l'abandon de tout calendrier pour la remise des nouvelles maquettes de masters, le retrait de ce projet ministériel sous sa forme actuelle.** Nous appelons donc **à des négociations sans préalable** afin de garantir et promouvoir :

- le maintien d'un concours et d'un jury nationaux
- le maintien d'une préparation publique aux concours de recrutement
- le maintien d'une année de formation professionnelle rémunérée post-concours
- le maintien du statut de fonctionnaire d'état.

Cet appel est un cri... et nous l'espérons, le début d'une coordination avec les différents IUFM et plus globalement les autres acteurs de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur. Mobilisons-nous !

Le collectif de l'IUFM de Grenoble. Contact : collectif.iufmgrenoble@yahoo.fr